

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Partenariat Ville - Etablissements associatifs d'accueil de Petite Enfance Avenants aux conventions

Françoise PRUNIER rapporte :

Par délibération du 16 décembre 2011, le Conseil Municipal a approuvé le Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 (CEJ) et le financement des établissements associatifs d'accueil des jeunes enfants sous forme de prestations de service versées pour l'accueil des enfants montpelliérains.

Initialement, le CEJ prévoyait la création de 84 places associatives. Par délibération du 16 décembre 2013, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'un avenant intégrant 36 nouvelles places associatives.

Ces places sont réparties dans les établissements suivants :

- Multi accueil les Infantines : 5 places (10 places déjà prévues dans le cadre du CEJ)
- Multi accueil les Lutins : 12 places
- Multi accueil les Bambins du lez : 8 places
- Multi accueil l'Arbre à Chouettes : 11 places (4 à compter de mai 2013 et 7 à compter de janvier 2014)

Ces places supplémentaires s'ajoutent aux 541 places déjà conventionnées qui bénéficient d'un financement municipal à hauteur de 1,70 € par heure facturée, soit un total de 577 places associatives.

Concernant le cas particulier du multi accueil « les Infantines », au-delà de la création nette de 5 places d'accueil financées en prestation horaire (1.70 €/heure facturée), 10 places sont transférées à la suite de la fermeture de l'accueil familial assuré par l'établissement Ginkgo Biloba, relevant du même gestionnaire ALPJ. Le montant de la prestation associée à ce transfert est de 90 000 € annuels, financement spécifique pour une action pilote au titre du CEJ pour le fonctionnement de 10 places d'accueil en horaires d'ouverture élargis (7h à 19h30).

Les modalités de ce financement municipal, dont le principe et le contenu sont prévus par le CEJ, ainsi que les obligations des associations gestionnaires, sont précisées pour chaque association par une convention signée entre la Ville et l'Association.

Afin d'assurer le financement des nouvelles places créées, il convient d'établir une convention de partenariat (pour le multi accueil « les Infantines ») ou un avenant à la convention (pour les trois autres établissements déjà conventionnés).

Comme pour le CEJ, son avenant permet à la Ville de percevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% pour le financement municipal de ces nouvelles places.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prévoir le financement municipal des nouvelles places associatives, créées au titre de l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, ou déjà prévues dans les précédents contrats ;
- d'approuver les termes des conventions et des avenants joints à la délibération qui prévoient les modalités de financement ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014